



## COMMUNIQUE DE PRESSE

# Envolée du prix du pétrole : des causes et des conséquences.

*Il y a un an, quasiment jour pour jour, le 23 août 2004, notre organisation publiait un communiqué intitulé « le baril à 45 dollars, qui paye la facture ? » visant à donner notre analyse sur cette flambée du prix du pétrole brut et ses conséquences.*

*Aujourd'hui, l'or noir continue de flamber, le prix du baril de pétrole brut a franchi la barre des 65 dollars avec des répercussions économiques et sociales importantes qui dépassent largement les frontières nationales et européennes.*

*Certes, l'instabilité du prix du pétrole n'est pas inhabituelle ; elle est une caractéristique de ce marché. Mais la hausse continue, enregistrée depuis plus d'un an, est exceptionnelle et nécessite un examen au plus haut niveau des facteurs qui sont à son origine.*

*Si, classiquement, on explique les variations des prix du pétrole brut par les déséquilibres entre l'offre et la demande, aujourd'hui d'autres facteurs sont à la source de cette envolée et notamment la spéculation qui parie sur l'évolution des prix en lien avec des facteurs, en particulier politiques : enlèvement américain en Irak, risques d'attentats, conflits, instabilité politique dans certains pays producteurs de pétrole, ... mais aussi sur des facteurs économiques tels que l'évolution forte de la demande mondiale, par exemple en Asie, l'obsolescence des raffineries américaines provoquant un manque de produits pétroliers, entre autres d'essence.*

*Si des peuples aujourd'hui souffrent des conséquences de cette envolée des prix du pétrole et plus particulièrement les populations les plus pauvres quel que soit le continent, d'autres en profitent très largement et notamment les compagnies pétrolières, les chiffres sont éloquentes :*

**Résultats nets (en milliards de \$) des 6 mois 2002/2004/2005 de 4 majors pétroliers**

	1 <sup>er</sup> semestre 2002	1 <sup>er</sup> semestre 2004	1 <sup>er</sup> semestre 2005	Ecart 2005/2004 en %
BP	3.78	8.14	10.47	+ 28.6 %
EXXONMOBIL	4.73	11.23	15.50	+ 38 %
SHELL	4.47	8.60	11.91	+ 38.5 %
TOTAL	2.64	4.92	8.08	+ 64.22 %
<b>GLOBAL</b>	<b>15.62</b>	<b>32.89</b>	<b>45.96</b>	<b>+ 39.7 %</b>

*./...*

*Au regard de ces quelques exemples, n'est ce pas la démonstration que des moyens existent pour une autre politique énergétique, tant mondiale, européenne que nationale ?.*

*En France aussi cette flambée du pétrole brut à des répercussions fortes avec d'un côté ceux qui subissent et de l'autre ceux qui profitent.*

*Les consommateurs sont à nouveau les dindons de la farce, particulièrement en cette période estivale, pénalisant encore plus ceux ayant les revenus les plus modestes.*

*En plus, les salariés sont victimes du chantage à l'emploi exercé par le patronat (transport – pêche – industrie lourde – agriculture, etc...) afin d'obtenir de nouveaux allègements sociaux et fiscaux.*

*De l'autre côté, compagnies pétrolières et gouvernement s'entendent comme « larrons en foire » pour profiter de l'aubaine.*

*Comme vu précédemment, les compagnies pétrolières s'en sortent très bien ; ce qui n'empêche pas l'UFIP de faire une campagne médiatique sur l'envolée des prix à la pompe affirmant que celle-ci est due à la fiscalité française.*

*Le gouvernement, pour sa part, engrange les rentrées fiscales (TIPP + TVA) qui représentent plus de 70 % du prix des carburants à la pompe ; il refuse de remettre en place la TIPP flottante afin de limiter l'impact de cette flambée du prix du brut !*

*Comme il l'avait fait l'été dernier, le gouvernement s'apprête à faire de nouveaux cadeaux au patronat au travers d'allègements sociaux et fiscaux, et s'agissant des salariés et des consommateurs se contente de vagues promesses de redistribution du surplus de recettes fiscales.*

*Notre Fédération considère qu'il y a urgence à :*

- mettre en place une politique énergétique prenant en compte la satisfaction des besoins économiques et sociaux ; cela n'est possible que si la Nation se réapproprie en totalité les entreprises du secteur énergétique, dont les entreprises pétrolières ;*
- utiliser les profits réalisés de toute part pour le développement industriel et l'emploi ;*
- utiliser les ressources énergétiques de la planète dans une approche de développement économique, social et humain de l'ensemble des peuples tant des pays producteurs que consommateurs, dans une véritable logique de développement durable.*

Montreuil, le 17 Août 2005